

Rapport CN novembre

Mes chères et chers camarades,

Je suis très heureux de vous accueillir ici à Marseille pour ce Conseil National.

Une fois n'est pas coutume, nous sommes fiers de recevoir la Direction Nationale, chez nous, à la veille du grand meeting de Fabien Roussel.

Marseille, vous le savez, n'est pas une ville comme les autres.

C'est une ville rebelle, une ville populaire, une ville forgée dans les luttes ouvrières, portuaires, immigrées, dans la solidarité et la fraternité. C'est une ville qui ne s'est jamais résignée aux injustices. À chaque moment de son histoire, Marseille s'est dressée pour défendre la dignité humaine, pour résister aux puissants, pour porter haut la voix du peuple.

Dans les Bouches-du-Rhône, notre parti a toujours été profondément enraciné : dans les quartiers, dans les entreprises, dans les services publics, au cœur de la vie sociale et militante.

Nous nous souvenons tous d'un moment marquant de cette histoire : le meeting de notre camarade Georges Marchais, le 21 janvier 1978, au stade Vélodrome.

Un moment de puissance populaire, de confiance, de ferveur, qui a laissé une trace profonde dans la mémoire militante de notre

département. Et cette confiance, elle s'est confirmée quelques années plus tard au 1er tour de l'élection présidentielle de 81 où Georges arrive en tête dans les BDR avec 25,55 % des voix.

Un score exceptionnel, l'un de ses meilleurs en France, qui dit quelque chose de la force historique du communisme dans ce territoire et de l'ancrage populaire dont notre parti bénéficie ici depuis des générations.

Et en accueillant à nouveau aujourd'hui ce Conseil National à Marseille, nous voulons être fidèles à cet héritage.

Nous voulons défendre un parti qui parle au pays, qui porte les colères et les espérances, un parti populaire, combatif, profondément ancré dans la réalité sociale.

Donc bienvenue à Marseille, camarades. Bienvenue chez vous.

Je voudrais maintenant dire un mot sur le lieu qui nous accueille ce jour et d'un journal qui fait partie de notre histoire collective : La Marseillaise.

Fondée dans la clandestinité en 43, par la résistance, alors que le pays était plongé dans la nuit de l'occupation, La Marseillaise a été dès le début un journal de combat.

Un journal de libération. Un journal de peuple.

Il a accompagné les luttes, les grèves, les mobilisations, les victoires comme les colères.

Il a tenu bon, malgré les difficultés, malgré les crises de la presse, malgré les tempêtes.

Et si le journal tient encore debout aujourd'hui, c'est grâce à des équipes remarquables, engagées, combattives, dévouées à leur mission.

Je veux ici saluer en particulier Léo Purguette, pour son travail, pour son exigence, pour son courage aussi, et pour sa capacité à tenir vivant, jour après jour, le fil conducteur tracé par les fondateurs du journal

Léo, avec l'ensemble des journalistes, des salariés, des correspondants, fait vivre une presse libre, indépendante et proche du terrain

Nous sommes donc très heureux que ce Conseil National se tienne dans cette nouvelle salle des rotatives inaugurée « en grandes pompes » il y a quelques semaines.

Ce lieu n'est pas neutre. C'est un lieu chargé d'histoire qui raconte quelque chose de notre histoire commune : la bataille culturelle, la bataille démocratique, la bataille de l'information.

Alors, à La Marseillaise, à ses équipes, à Léo, à toutes celles et ceux qui se battent pour que ce journal continue d'exister, merci de tenir et de résister.

Dans un monde marqué par la multiplication des conflits, l'aggravation des inégalités, la montée des régimes autoritaires et le recul du droit international, la responsabilité des forces progressistes n'a jamais été aussi grande. Le PCF porte dans ce contexte une exigence claire : défendre la paix, la souveraineté des peuples, l'égalité entre les nations, le respect absolu du droit international, et

la solidarité active avec les mouvements progressistes confrontés à la domination, à l'occupation ou à la guerre.

La situation du peuple palestinien est aujourd'hui l'une des plus tragiques et l'une des plus révélatrices de ce désordre mondial. Après l'annonce d'un cessez-le-feu début octobre, présenté sur la scène internationale comme une étape vers l'apaisement, la réalité sur le terrain a rapidement démontré son caractère largement fictif. En 1 mois, les autorités sanitaires de Gaza ont recensé plus de 200 violations de cette trêve : frappes aériennes ciblées, tirs d'artillerie, incursions militaires etc.

Malgré la baisse relative des bombardements massifs, la violence quotidienne, elle, n'a jamais cessé. Des centaines de palestiniens ont été tués durant cette période pourtant qualifiée de « calme » et, parallèlement, la situation humanitaire continue de s'effondrer.

Aujourd'hui une question demeure centrale : que fait la France ? oui, elle a officiellement reconnu l'État de Palestine en septembre dernier à la tribune des Nations Unies. Cet acte, que nous réclamions depuis longtemps, constitue certes un geste politique important mais il ne saurait suffire : la reconnaissance doit s'accompagner d'une politique cohérente, ferme et conforme au droit international. Or, si la France affirme désormais cette reconnaissance, elle maintient pourtant ses coopérations militaires et sécuritaires avec Israël, et s'abstient de mobiliser les outils juridiques, diplomatiques et économiques à sa disposition pour exiger la fin des violations du droit humanitaire et des résolutions de l'ONU. Aussi nous devons être massivement

présents le 29 novembre prochain pour la mobilisation pour la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Les logiques qui frappent la Palestine se retrouvent, sous d'autres formes, au Soudan. Là aussi, les populations sont prises dans l'étau de forces militaristes qui cherchent à imposer leur pouvoir à travers la terreur et le chaos. Le pays est aujourd'hui le théâtre de l'une des crises humanitaires les plus graves du moment : massacres de masse, déplacements forcés de millions de personnes, destructions systématiques des infrastructures civiles, famine organisée comme arme de guerre, violences sexuelles, crimes de guerre et crimes contre l'humanité documentés par de nombreuses organisations internationales.

Cette tragédie est le résultat direct du conflit opposant les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide dont les méthodes plongent le pays dans un cycle de violence sans fin, en toute impunité. Les civils, et en particulier les femmes et les enfants en sont les premières victimes. Les violations répétées du droit humanitaire, l'entrave à l'accès de l'aide, la destruction volontaire de zones civiles et l'utilisation de la famine comme instrument de domination constituent autant d'atteintes intolérables aux droits humains.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'escalade criminelle en cours et appelons à une mobilisation urgente de la communauté internationale. Il est indispensable que l'ONU et les institutions régionales mettent tout en œuvre pour protéger les populations, garantir l'accès immédiat de l'aide humanitaire, exiger la fin des

hostilités, ouvrir la voie à un processus politique crédible et poursuivre les responsables de crimes de guerre devant les juridictions compétentes. Le peuple soudanais, qui endure l'insupportable, a droit à la paix, à la sécurité, à la justice et à la souveraineté.

Sur un autre continent, Cuba subit toujours un blocus économique commercial et financier illégal. Ce blocus, d'une brutalité inacceptable, vise à étouffer économiquement un pays ayant choisi une voie de développement indépendante, fondée sur la justice sociale, l'éducation et la santé pour toutes et tous. Malgré les pénuries, les difficultés d'accès à l'énergie, les mises sous pression permanentes, Cuba maintient des acquis sociaux que beaucoup de pays du nord sont loin d'égaler. Notre campagne de solidarité avec Cuba est un engagement politique constant, fondé sur la défense de la souveraineté nationale, le rejet de l'ingérence, et la conviction que chaque peuple a le droit de décider librement de son avenir. Le PCF poursuivra et intensifiera son soutien à Cuba tant que durera cette politique de punition collective indéfendable.

Enfin au Chili, la dynamique politique est à la fois porteuse d'espoirs et marquée par les fortes tensions d'un basculement possible. Jeannette Jara, ancienne ministre du Travail du gouvernement Gabriel Boric, membre du parti communiste chilien et candidate de la coalition de gauche à ces élections présidentielles, l'illustre pleinement.

Au premier tour du scrutin du 16 novembre, elle est arrivée en tête des suffrages, devant son principal adversaire de droite extrême

dans un contexte où les voix de droite cumulées dépassaient celles de la gauche.

Le second tour du 14 décembre est donc placée sous le signe de l'incertitude, marquée par la polarisation et la montée des inquiétudes sociales (sécurité, immigration, précarité etc.) et par la crainte d'un retour de l'extrême droite. Mais cette situation n'éteint en rien l'espérance : la dynamique populaire autour de Jeannette Jara, la mobilisation des forces de gauche et du monde syndical, ainsi que la volonté de larges secteurs de la jeunesse de rompre avec l'héritage néolibéral montrent que rien n'est joué. Le Chili a déjà prouvé à plusieurs moments de son histoire sa capacité à ouvrir des chemins inattendus. Ce second tour demeure donc un moment décisif, mais aussi un moment où l'espoir peut reprendre toute sa place.

À travers ces situations, que ce soit en Palestine au Soudan à Cuba ou au Chili, une même leçon s'impose : partout où les peuples tentent de défendre leurs droits, de résister à la domination, de construire la paix et la justice, ils se heurtent à des puissances qui cherchent à imposer leur loi. C'est aussi pour cela que l'internationalisme n'est pas pour nous une position morale mais un acte politique, une exigence constante. Le PCF continuera de défendre la paix, le droit, la liberté, en France comme partout. Car un monde où les peuples sont souverains, où le droit prime sur la force, où la solidarité l'emporte sur la domination, est au cœur même du projet communiste,

à l'opposé des propos du chef d'état-major qui nous invite à accepter l'idée de perdre nos enfants au front.

Ce monde a besoin de renverser l'ordre établi et les logiques qui sont à l'œuvre. Mais ne soyons pas naïfs, si le monde a besoin de révolution, notre camp n'apparaît pas clairement dans la tête du plus grand nombre, comme étant l'alternative aux régimes libéraux. Et c'est là toute la prouesse du capital : comprendre qu'il y a une défiance de plus en plus grande contre ses politiques et ses régimes et proposer comme alternative des régimes plus autoritaires et plus capitalistes. C'est ainsi que des Trump, Dust, Meloni, Orban et consorts s'installent à travers le monde. Quelle folie quand on y pense. Toutes les enquêtes d'opinion montrent que jamais, jamais dans l'histoire le capitalisme n'a autant été rejeté et paradoxalement l'alternative au capitalisme parfois plébiscité, est un capitalisme autoritaire et débridé.

Je veux pour ma part y voir des éléments positifs. Ce rejet de plus en plus massif du capitalisme traduit le fait que l'essor du capitalisme ne profite de plus en plus qu'à une infime portion de la population. Les inégalités se creusent, les guerres se développent, la crise énergétique et environnementale accélérée par les logiques capitalistes ne font qu'accentuer cela. Et pourtant, nous ne parvenons pas, à de rares pays près, à incarner l'alternative. Permettez-moi une réflexion personnelle. Je crois que nous ne parvenons pas assez à être identifiés comme étant porteurs de changements radicaux, en d'autres termes d'être pleinement

révolutionnaires. Je ne résiste pas à vous raconter une petite anecdote du temps où j'étais encore assistant social. Je donnais alors un cours à l'école d'assistantes sociales, et lors d'une discussion sur l'histoire politique du XXème siècle, une étudiante visiblement bien à gauche, mais peu politisée, lors d'un long discours défendait je cite les partis "conservateurs". Surpris, parce que cela ne collait absolument pas au reste de son discours, je l'interpelle et je lui demande qui sont, selon elle, les partis conservateurs et pourquoi. C'est là qu'elle me répond le PCF, et d'autres partis de gauche. Tout en rajoutant, « ils veulent conserver les acquis et se battent pour ne pas qu'on régresse ». Cela peut prêter à sourire n'est-ce pas? Mais cela traduit surtout la perception consciente ou inconsciente qu'ont les gens de nous. De nous communistes, mais de la gauche plus généralement. Une gauche qui se bat pour conserver le passé mais qui au final n'est pas audible sur ce qu'elle est en capacité de proposer pour le futur. Et dans un monde où le désir de rupture, de rejet du capitalisme je le disais à l'instant n'a jamais été aussi grand, ne pas réussir à incarner l'avenir en rupture avec le présent est un sérieux handicap.

En France aussi ce besoin est grand. 6ème puissance mondiale et pourtant tant d'inégalités. Aujourd'hui nous ne comptons pas moins de 10 millions de pauvres dans notre pays soit un bond de près de 30 % depuis le début des années 2000. Le nombre de travailleurs pauvres explose lui aussi, à commencer par les travailleuses, en première ligne de la précarité et de l'exploitation. Dans le même

temps, nous apprenons grâce à une commission d'enquête sénatoriale, conduite par notre camarade Fabien Gay, et dont le rapport fût adopté à l'unanimité de la commission, que le montant total des aides aux entreprises en France s'élève à 211 milliards d'euros.

Situation politique budget

Le PLFSS n'a pas été jusqu'à son terme à l'Assemblée nationale, tout comme le projet de loi de finances dont la première partie a été rejetée dans la nuit par la chambre basse.

Le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu fait mine d'être « étonné que tout aille jusqu'au bout, avec un vote favorable à la fin », a-t-il confié lors d'une table ronde devant une poignée d'entrepreneurs, à huis clos. Dans ce « scénario de crise (...) c'est 6 % de déficit garanti » en 2026. Ce chantage à l'adoption d'un budget, quoi qu'il en coûte pour la démocratie parlementaire et sociale, est une rengaine qui intervient chaque année depuis que notre Parlement ne connaît plus de majorité absolue. Les 6% brandis comme une infamie s'inscriraient dans le scénario d'une loi spéciale et résulterait de deux facteurs :

- La progression spontanée des dépenses (prestations sociales, crédits et réduction d'impôt...);
- La non reconduction de quelques miettes fiscales consenties dans le budget Bayrou pour 2025.

Or, la principale raison de ce niveau de déficit est... le déficit de 2025. Mieux, le niveau de déficit que la France traîne comme un boulet depuis la crise sanitaire nous place parmi les pays de l'Union redressant le plus lentement nos finances publiques. D'ailleurs, l'entretien de Bruno Le Maire qui souhaite se donner à voir comme un lanceur d'alerte éconduit par les ministres et le Président de la République est une défausse coupable qui nie son propre bilan. Il fallait un budget rectificatif en 2024, mais d'autres moments budgétaires auraient dû permettre d'infléchir au moins à la marge le dogme de la politique de l'offre si coûteuse pour les finances publiques.

La loi spéciale, annoncée dans les coursives du Sénat, par le ministre des relations avec le Parlement, Laurent Panifous, tient la corde « dans l'hypothèse où nous n'y arriverions pas, pour des raisons tant calendaires que politiques ». L'objectif de cette déclaration est de lier le destin de ces budgets à l'attitude du Sénat qui sert de pôle de stabilité – plutôt de pôle d'immobilisme – afin que la Commission mixte paritaire entérine le budget du gouvernement, durci par la droite sénatoriale. Mais prenons un instant au sérieux les deux raisons évoquées :

- La raison calendaire

Le Gouvernement Lecornu a présenté son projet de budget en retard. En retard, parce qu'il y a eu le couac de la droite qui a démissionné après avoir été nommé, parce que le Président de la République a tergiversé en confiant à S. Lecornu un rôle de négociateur pour ensuite le renommer. En retard, pour un budget qui n'est ni plus ni

moins que le budget préparé par F. Bayrou, démis par l'Assemblée nationale, un budget qui n'avait pas la confiance mais qui est revenu par la fenêtre sous prétexte d'un changement de méthode. Renoncement au 49.3 et annonce d'un tryptique « Nous proposons, vous débattiez, vous votez » qui cultivait l'illusion d'un retour au Parlementarisme nié par les conditions même de la Vème République. Il n'avait fallu que peu de temps, pour comprendre qu'allait s'abattre tous les autres étaux constitutionnels :

- Celui des délais par chambre avec le refus du Gouvernement d'allonger les débats à l'Assemblée nationale ;
- Celui du délai global avec la date butoir du 31 décembre ;
- Celui de la possibilité pour le gouvernement de choisir les amendements retenus en l'absence d'un vote sur l'ensemble du budget comme cela s'est produit pour le PLFSS ;
- Celui de la CMP qui pourrait mettre les parlementaires devant le fait accompli sans tenir compte des débats et des propositions majoritaires dans les hémicycles...

Le Gouvernement garde la main, une main ferme.

- La raison politique

L'examen de ce budget a clarifié, s'il le fallait, la recomposition de la vie politique sur les questions économiques et budgétaires. La Macronie a voté avec la droite et l'extrême droite. Un exemple : l'amendement commun de la droite, où Stéphane le Rudulier responsable départemental des LR, s'allie à Stéphane Ravier pour supprimer l'article 6 bis du PLFSS qui prévoit de porter le taux de la

CSG sur les revenus du capital de 9,2 % à 10,6 %. Le capital peut dormir sur ses deux oreilles.

Lorsque des amendements de gauche sont adoptés, à l'image de l'imposition plancher sur les multinationales, le gouvernement de concert avec la droite et l'extrême droite parle d'un amendement inapplicable, pire un amendement qui ne sera pas appliqué. Les conventions fiscales, par nature renégociables, seraient un obstacle à la souveraineté fiscale de notre pays. En vérité cet amendement aurait pu au moins concerner les paradis fiscaux, là non plus le gouvernement ne cherche pas à négocier et préfère discréditer les oppositions progressistes.

La raison politique invoquée tient davantage au fait que le Ministre des relations avec le Parlement reconnaît à demi-mot que la gauche n'acceptera pas un tel budget et que le Rassemblement national est un allié peu fiable.

Il est intéressant de noter que la loi spéciale était honnie hier pour justifier la non-censure de Bayrou en 2024 mais constituerait une issue aujourd'hui. En cause hier, le gel du barème de l'impôt sur le revenu qui ferait entrer dans l'imposition des ménages précaires ; une mesure proposée aujourd'hui par le Gouvernement Lecornu que les députés PCF et LFI ont supprimé avec la droite en toute constance.

Sans revenir sur les principaux débats budgétaires qui ont eu lieu ou que les membres de la direction nationale souhaiteraient que les sénatrices et sénateurs portent, j'aimerais m'arrêter un instant sur le sort réservé aux collectivités territoriales. L'addition s'annonce salée

qui plus est pour une année d'élections municipales, qui traditionnellement préserve le budget des collectivités concernées.

Nous avons d'abord un serpent de mer. La suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises – la CVAE – serait avancée de deux ans. Alors même qu'elle ne devait être supprimée que de moitié en 2021 dans le cadre du plan de relance ; puis supprimée totalement en deux ans dans le PLF pour 2023 ; puis supprimée en 3 ans d'ici à 2027 dans le PLF pour 2024 ; puis supprimée totalement en 2030 dans le PLF 2025... elle serait désormais totalement supprimée en 2028. Ces attermolements attestent de la difficulté à supprimer cette imposition tant elle est indigeste pour les finances publiques. Cet impôt sur les entreprises devait restaurer la compétitivité, qui n'est jamais venue à en croire le nombre de fermetures nettes d'entreprises (deux fois plus que les ouvertures). Ce sont donc 15,2 Md€ qui manquent aujourd'hui cruellement. Les collectivités connaissent une compensation qui est loin d'être à l'euro prêt par rapport à ce qu'elles percevaient avant 2021. De la même manière les collectivités territoriales subiront 527 millions d'euros de minoration (après 487 millions d'euros en 2025). Ces minurations correspondent en grande partie à la sous compensation de la réforme de la taxe professionnelle.

La dotation globale de fonctionnement est bel et bien gelée malgré deux hausses de 320 millions d'euros en 2023 et 2024 et de moitié en 2025. Ces augmentations en trompe l'œil ne concernaient que les dotations de péréquation au sein de l'enveloppe et non la DGF socle.

Chaque gel de la DGF, c'est un décrochage du pouvoir d'agir des collectivités qui ne sera jamais rattrapé.

Un autre coup dur, heureusement supprimé à l'Assemblée nationale mais qui reste à confirmer, correspond à une ponction de 789 millions d'euros de sous compensation de la diminution pour moitié de la CVAE en 2021, encore elle !

Enfin, et sans être exhaustif, des restrictions sur le Fonds de compensation de la TVA aux collectivités territoriales qui amputerait d'ici 2027 les collectivités de 735 millions d'euros par an. Je connais l'attachement de Cécile Cukierman notre présidente de groupe à ce dispositif et ne doute pas qu'elle mènera la bataille pour revenir sur ce mauvais coup porté aux collectivités qui investissent.

En tout et pour tout, le Président du comité des finances locales et Vice-président de l'Association des maires de France, André Laignel, recense pour 8 milliards d'euros de reprises financières, sous compensations, réductions ou suppressions de crédit en tout genre, soit deux fois plus que les 4,6 milliards d'euros annoncés par le Gouvernement.

C'est dans ce contexte que vont se dérouler les prochaines échéances municipales . Ces élections sont donc d'une grande importance. Les communes sont un point d'appui essentiel face aux logiques gouvernementales des dernières décennies. Malgré les baisses de dotation successives, elles restent des amortisseurs essentiels face aux logiques libérales. Partout nous devons créer les

conditions de notre représentation, dans la ruralité comme dans les zones plus densément peuplées. Que cela soit sur des listes que nous conduisons, ou, là où cela semble plus compliqué à atteindre comme objectif, dans des majorités, des exécutifs municipaux et ou dans des oppositions. Chaque élu, dans chaque ville, village, hameau, est un point de résistance, un relai essentiel pour la diffusion de nos idées. Portant aussi, l'ambition dans notre de communes, d'obtenir des victoires nouvelles. Je ne dis pas cela de manière incantatoire mais parce dans nombres de villes, et je laisserais les camarades en parler, nous avons créé les conditions pour remporter de belles victoires. Trop longtemps certains ont essayé d'opposer, parti d'élus, parti de militants. Dans les faits, nous devons être les deux. Nos collectivités, nos élus, sont une vitrine essentielle pour notre parti, ce sont également des espaces indispensables pour des populations qui subissent toujours plus les coups de boutoir des gouvernements successifs. Partout dans le pays, nous avons essayé de travailler au rassemblement des forces de gauche et de progrès. Ces communes seront peut-être, et je ne l'espère évidemment pas, encore plus des points de résistance en fonction du résultat de la présidentielle 2027. Investissons donc sans réserve tous les espaces à notre disposition pour faire entendre la voix des communistes, nos propositions et faisons élire un maximum de communistes, de municipalités à direction communistes au mois de mars prochain.

Face à ce budget d'austérité, nous avons connu des mobilisations sociales de grandes ampleurs au mois de septembre dernier. Des mobilisations que nous pourrions presque qualifier d'historique pour une bataille que offensive. Car pour le coup, il ne s'agissait pas d'être contre un quelconque texte mais de revendiquer d'autres choix budgétaires, de progrès. Et ce n'est pas l'examen à l'assemblée nationale et le durcissement par le sénat d'un budget d'austérité qui limitera la volonté de mobilisation. Aussi, la mobilisation prévue le 2 décembre prochain, revêt un caractère extrêmement important. Nous devons au travers de cette mobilisation envoyer un double discours. A la fois au gouvernement et ses alliés : les travailleuses et travailleurs, les jeunes, les retraités, ne se laisseront pas tondre sans réaction. De l'autre côté, envoyer un signal fort à toutes celles et tous ceux qui par calcul politicien pourrait accompagner un budget anti social. Voilà pourquoi cette date est si importante, les communistes doivent y prendre toute leur place et participer à la réussite de cette journée.

Nous devons aussi prendre toute notre place dans les mobilisations qui auront lieu dans tout le pays le 25 novembre prochain, dont beaucoup cet après-midi d'ailleurs, à l'occasion de la journée contre les violences faites aux femmes. Ce sont 145 femmes qui ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année. 94 000 femmes sont chaque année victimes de viol ou tentative de viol. Ces chiffres édifiant sont le signe que malgré les apparences, les choses ne bougent que trop lentement. Si la parole des femmes s'est libérée, ce qui est une excellente chose, la prise en compte de cette parole n'est

indéniablement pas à la hauteur des enjeux. Là aussi, nous invitons toutes et tous les communistes à se mobiliser largement.

Nous tiendrons d'ailleurs, les 6 et 7 décembre prochain, la 3ème assemblée des femmes de notre parti. Décision prise lors du congrès de Marseille, l'assemblée des femmes est un temps fort, annuel, de la vie de notre parti. J'invite d'ores et déjà toutes les fédérations qui ne l'ont pas encore fait, à proposer à leurs adhérentes de participer massivement à ce temps.

Dans la période actuelle, nous devons être de tous les combats, sur tous les fronts.

Toutes ces batailles nécessitent, vous vous en doutez bien, des moyens. À ce titre, notre parti au travers de notre trésorier a lancé une grande souscription nationale. Je ne vous ferai pas un long laïus pour vous convaincre de l'importance de sa réussite. Je vous invite donc à sa prise en compte large, à la populariser dans nos fédérations mais aussi la faire vivre auprès de chaque camarade et même au-delà de nos rangs.

Enfin, je ne peux pas conclure sans avoir un mot sur le drame qui s'est déroulé la semaine dernière à Marseille.

Je crois que le drame qui a frappé Marseille doit aussi être entendu ici, au Conseil National. Le jeune Mehdi Kessaci, 20 ans, a été assassiné en pleine rue. Mehdi n'était pas connu des services de police. Il rêvait de devenir gardien de la paix. Il était le frère d'Amine Kessaci, militant que nous côtoyons dans bien de luttes communes à Marseille, engagé de longue date pour dénoncer les violences du

narcotrafic, en première ligne pour dire ce que vivent les familles et les habitants des quartiers. Amine a d'ailleurs créé une association au lendemain du meurtre de son premier frère, pour lutter contre ce fléau et porter la voix des jeunes et des familles victimes.

Dans ce contexte, le meurtre de Mehdi a suscité une immense émotion. Et, selon le parquet, il pourrait s'agir d'un acte d'intimidation mafieuse, d'une tentative d'avertissement, d'un message adressé à ceux qui osent parler. C'est une hypothèse qu'il ne faut pas écarter.

Dans les heures qui ont suivi ce meurtre ignoble, une onde de choc a traversé la ville et bien au-delà. Notre fédération a immédiatement exprimé sa solidarité pleine et entière à la famille, et rappelé avec force que ce drame n'est pas un fait divers : il est le symptôme d'une violence organisée, d'un système criminel structuré qui écrase les vies et gangrène les territoires.

Face à cela, nous refusons la résignation. Depuis des années, nous portons des propositions fortes et structurantes pour combattre les narcotrafics. Nous étions à l'initiative de l'Appel de Marseille, lancé avec des acteurs locaux, des familles, des associations, des élus. Et nous le répétons ici : la lutte contre les réseaux doit être une priorité nationale, avec des moyens massifs pour la justice, pour le démantèlement financier, pour la douane, pour l'enquête, pour remonter les filières, pour atteindre les commanditaires. Les quartiers populaires ne doivent plus être abandonnés à la loi des armes.

C'est dans ce contexte de violences répétées que le président de la République a convoqué en urgence une réunion sur la mise en

œuvre de la loi narcotrafic et sur la situation marseillaise à l'Élysée mardi dernier. Cette loi qui prévoit la création d'un parquet national anticriminalité organisée et qui devrait être opérationnel au 1er janvier prochain.

Mais nous le disons fermement : la question n'est pas seulement de créer un parquet, c'est de lui donner les moyens d'agir. Aujourd'hui, même les juridictions existantes en matière financière ou terroriste dénoncent leur manque de personnel, de magistrats, de greffiers, d'enquêteurs, de spécialistes du renseignement criminel, de moyens technologiques et de coopération internationale. Sans un renfort massif, ces nouvelles structures ne seront qu'une annonce de plus. Créer un parquet sans moyens, c'est créer une vitrine.

Créer un parquet avec des moyens, c'est se donner une chance réelle de démanteler les réseaux.

Car les réseaux, eux, ont des moyens colossaux : armes automatiques, flux financiers rapides, réseaux mondiaux, logistique professionnelle. L'État ne peut pas combattre une mafia organisée avec des outils sous dotés ou une justice en tension permanente.

Nous affirmons aussi autre chose, et c'est ce qui fait la singularité de notre démarche : la répression seule ne suffira jamais. Dans les quartiers frappés par le trafic, il faut de l'école, de l'emploi, du logement digne, des transports, des services publics, de la prévention, de l'accompagnement, en résumé de l'espoir. Il faut des alternatives réelles pour que les jeunes ne soient plus happés par les réseaux. Ce que nous voulons c'est une stratégie globale : sécuritaire, sociale et territoriale.

Au sénat, notre travail a contribué à porter cette analyse au plus haut niveau de responsabilité de la République. Nous avons alerté sur les lacunes de l'état, demandé des enquêtes sur les engrenages financiers des narcotrafics, interpellé le gouvernement sur les moyens de la justice et de la police judiciaire, exigé que la lutte contre les armes et les flux d'argent sale devienne une priorité stratégique nationale. Nous avons rappelé que la première victime de cette guerre mafieuse est le peuple, les familles, les habitants, les enfants. Ce que révèle le meurtre de Mehdi c'est aussi l'extrême brutalité d'un système criminel prêt à tout pour protéger ses intérêts : intimider, faire taire, terroriser. Même si les circonstances exactes doivent être établies par l'enquête, ce crime renvoie à un climat de violence structurelle que nous ne pouvons plus tolérer. Nous devons être à la hauteur de ce défi.

La lutte contre les narcotrafics doit devenir l'un des combats structurants du parti. Parce qu'elle traverse tous les enjeux : la sécurité et la tranquillité publique, le droit pour toutes et tous de jouir de l'espace public, la justice sociale, la souveraineté populaire, l'égalité territoriale, parce que le trafic prospère sur les fractures que nous combattons chaque jour : la pauvreté, l'abandon, l'absence d'avenir.

Nous le devons à Mehdi. Nous le devons à sa famille. Nous le devons aux centaines de victimes anonymes tombées ces dernières années. Nous le devons aux milliers d'habitants qui refusent la fatalité et qui, chaque jour, tentent de vivre malgré tout.

Et nous le devons à ce pays, qui ne peut s'habituer ni à la violence mafieuse, ni à l'impuissance de l'État.